

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Centre  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 14/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MTS**

7 RUE DE DUNKERQUE  
BP 88  
67016 STRASBOURG

Références : 588/MS/CE  
Code AIOT : 0006700588

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement MTS implanté 7 rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient après une mise en demeure, le constat du non-respect de celle-ci et la transmission par l'exploitant d'un courrier suivant lequel la situation serait régularisée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MTS
- 7 rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MTS exploite à Strasbourg au Port du Rhin (Nord) des installations :

- de stockage et de séchage de céréales ;
- de transit de déchets ;
- de transit de produits divers (engrais, bois, etc.).

Les prescriptions de référence sont celles de l'arrêté préfectoral du 21/06/2021 codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société Manutention Transport Service (MTS) à Strasbourg.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de mise en demeure (tas de bois, déchets de plastiques)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Hauteur des tas de bois	AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1	/	Sans objet
2	Dépôts de déchets de plastiques	AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 17/04/2023 est respectée. Elle est levée de fait.

#### 2-4) Fiches de constats

##### N° 1 : Hauteur des tas de bois

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MTS, 7 rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son établissement de Strasbourg, rue de Dunkerque, les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 21/06/2021 :  •(...) <ul style="list-style-type: none"><li>Article 1.1.2 : la hauteur des tas de bois visés à la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées n'excède pas trois mètres.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue dans les zones A et B du site où des plaquettes de bois sont stockées.  Zone A : la hauteur du tas a été ramenée à 3 m. Ceci a été vérifié à l'aide d'une perche de 3 m dont dispose l'exploitant. Un mur contre lequel s'appuie le tas, donné pour 2,8 m, sert de repère. L'état des stocks donne 600 t soit environ 2000 m³.  Zone B : la hauteur du tas a été ramenée à 3 m. Ceci a été vérifié à l'aide d'une perche de 3 m dont dispose l'exploitant. L'état des stocks donne 1210 t soit environ 4000 m³.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

##### N° 2 : Dépôts de déchets de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MTS, 7 rue de Dunkerque - 67000 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son établissement de Strasbourg, rue de Dunkerque, les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 21/06/2021 :  •Article 1.1.2 : liste des installations classées. L'exploitant n'exploite pas, sans notification préalable au titre de l'article R 181-46 II susvisé, de dépôt de déchet des régimes déclaratif ou d'enregistrement que le tableau de l'article 1.1.2 ne mentionne pas.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue dans l'ancienne chaudronnerie, rue de Dunkerque.  Ce bâtiment est maintenant vide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

